MADAGASCAR RESISTANCE

Pour lire nos documents de référence et la version malgache de nos lettres, consultez notre blog à l'adresse :
http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com

Madagascar Résistance

Lettre numéro 11 - mai 2010

Indépendance + 50 : le bilan des pays africains francophones est globalement négatif. Celui de Madagascar est devenu catastrophique. Voici pourquoi.

L'ancienne puissance coloniale ne souhaitait pas la réussite de ses ex-colonies

Le bilan des cinquante années de retour de l'indépendance des ex-colonies françaises est globalement négatif.
Ce constat a été partagé par les invités à un récent débat sur TV5 Monde auquel ont participé deux élus français, l'un UMP, l'autre socialiste, ainsi que des journalistes et des écrivains.
A la question de savoir pourquoi ce bilan, Marie-Roger Biloa, directrice de la revue « Africa International » et seule africaine parmi les participants au débat, a répondu sans ambages que dès le départ, la France ne voulait pas la réussite de ses anciennes colonies. Elle a évoqué, parmi d'autres faits à l'appui de son affirmation, **le déficit de leadership des Etats africains dû à l'élimination politique ou physique de tous les leaders capables d'avoir une vision du développement. Elle a insisté également sur l'absence totale de maîtrise de ces Etats sur leurs ressources qui bénéficient à d'autres puissances.** Les participants sont tombés d'accord sur les effets pervers des aides qui n'incitent pas les dirigeants africains à l'action et à la créativité et qui entretiennent la dépendance envers l'extérieur. Le rôle de la Françafrique a été évoqué et aucun participant n'a contesté sa nuisance pour les anciennes colonies. **Le limogeage par Nicolas Sarkozy de Jean-marie Bocquel qui voulait « signer l'acte de décès » de cette Françafrique et celui tout aussi brutal de Jean-Pierre Cot par Mitterrand pour la même raison, ont été rappelés pour illustrer la redoutable continuité de cette politique africaine de la France, que la droite ou la gauche soit au pouvoir.**
La seule question qui se posait était celle du degré de force voulue pour son application et là, les points de vue ont divergé : pour l'un des participants, les intérêts français en Afrique seraient « résiduels » car ne concerneraient plus que quelques groupes tels que Bouygues, Total ou Areva. **Pour Marie-Roger Biloa, ces intérêts « résiduels » influencent encore fortement le présent.**
Les analyses des participants à ce débat et plus particulièrement celles d'une experte comme Marie-Roger Biloa, confortent ce que nous avons soutenu dans les numéros précédents de cette Lettre d'information hebdomadaire. C'est un encouragement à poursuivre notre effort visant à offrir aux Réunionnais et à nos compatriotes une information documentée et non partisane.
Le temps imparti à ce genre d'émission télévisée n'a malheureusement pas permis aux participants d'approfondir l'analyse de la situation actuelle dans les ex-colonies francophones d'Afrique. **Mais nous qui partageons le drame vécu par Madagascar depuis janvier 2009, savons bien que là où se trouvent des ressources pétrolifères ou minières importantes, la France ne veut pas lâcher prise. Et que c'est là où se trouvent des ressources pétrolifères ou minières importantes, qu'elle ne veut surtout pas de vrais leaders nationaux.**
Voilà pourquoi le bilan du cinquantenaire du retour de l'indépendance de Madagascar a rejoint celui des autres Etats francophones d'Afrique : **l'ambition affichée de Marc Ravalomanana de faire de la Grande Ile un pays émergent était en cours de devenir une réalité et cela ne pouvait être toléré.**
Voilà pourquoi tout a été mis en œuvre et tout est encore mis en œuvre aujourd'hui pour empêcher le retour de Marc Ravalomanana et sa participation aux futures élections.

Pretoria : nouvelle étape de la tentative d'élimination politique de Ravalomanana

Dans notre Lettre N°8, nous avions identifié les pi èges tendus à Marc Ravalomanana dans le cadre de négociation et les procédures proposés par la France et qu'elle s'était efforcée de faire cautionner par le président sud-africain.
Ces pièges n'ont pas échappé à l'attention de Ravalomanana qui a refusé de se parjurer en reniant les accords signés à Maputo et à Addis Abeba et en éliminant les mouvances Zafy et Ratsiraka de la suite des négociations. En dépit de ce refus, le Quai d'Orsay a continué ses manœuvres de division et de désinformation. Tout semble avoir été tenté pour effacer les accords déjà signés. **Pour cela, il fallait enlever à la SADC l'initiative de la reprise des négociations, présenter un nouveau document allant servir de base de négociation, remplacer le médiateur mandaté par la SADC par le président sud-africain que l'on espérait pouvoir faire pression sur Ravalomanana.** D'où la visite de Joyandet en Afrique du Sud après son passage à Antananarivo, visite au cours de laquelle il s'était bien gardé de rencontrer Marc Ravalomanana.

En parallèle à ces manœuvres, un travail de désinformation était effectué auprès des mouvances Zafy et Ratsiraka à qui on a voulu faire croire à une acceptation par Ravalomanana d'un protocole d'accord dont le contenu lui aurait été déjà

communiqué, alors qu'il n'en était rien. En réalité, seul Andry Rajoelina avait eu connaissance de ce document rédigé par la partie française.
Ceci expliquerait son optimisme lorsqu'il déclara que la rencontre de Pretoria ne serait qu'une simple formalité de signature d'un protocole d'accord.
(Voir sur notre blog le communiqué de Marc Ravalomanana, le communiqué final et l'interview du médiateur mandaté par la SADC Joachim Chissano).

Mais ces grandes manœuvres étaient tellement cousues de fil blanc, qu'elles n'avaient aucune chance de réussir.
La SADC s'est réaffirmée comme première responsable de l'assistance à Madagascar pour la recherche d'une sortie de crise.
Cette sortie de crise doit toujours être inclusive et consensuelle suivant le souhait des trois mouvances opposées à la HAT et suivant le souhait de la communauté internationale.
Les accords de Maputo et d'Addis Abeba demeurent les références obligées de tout accord additionnel éventuel.
Fidèle à son habitude, Andry Rajoelina s'est empressé, dès son retour à Antananarivo de renier son acceptation de participer à la poursuite des négociations prévues 15 jours après la fin de Pretoria I et a réaffirmé sa volonté d'organiser unilatéralement toutes les élections prévues pendant la transition.
La question se pose alors des buts réels recherchés par le Quai d'Orsay en mettant en œuvre ce qui ressemble à une grande mise en scène. La réponse est que la France reste dans la droite ligne de sa stratégie initiale, avec comme objectifs de blanchir le coup d'Etat pour obtenir la reconnaissance internationale de Andry Rajoelina et empêcher le retour de Ravalomanana.
A cette fin, la volonté de militarisation du gouvernement telle que nous l'évoquions dans notre Lettre n°3 est plus que jamais à l'ordre du jour.

Flash sur les droits de l'homme

Des éléments de la Force d'Intervention Spéciale (FIS) organisme illégal mis en place pour « mieux assurer » la sécurité de la population élargissent le champ de leurs méfaits: outre les exactions contre les légalistes, certains d'entre eux sont directement impliqués dans des kidnappings crapuleux, dont celui perpétré récemment à Marovoay.

Les Inconditionnels de Madagascar
À l'Ile de la Réunion